

Finances Publiques : l'austérité encore au menu de 2017

[Valérie Forgeront](#)

L'axe budgétaire de 2017 s'inscrit une nouvelle fois sous le signe de la réduction drastique des dépenses publiques. Pour **FO**, les effectifs publics, les conditions de travail des agents et la qualité du service rendu aux usagers sont de plus en plus attaqués.

C'est dit. En 2017, l'objectif « de passer en dessous de 3% de déficit pour l'ensemble des dépenses publiques sera atteint » indiquait ce 23 mai le ministre des Finances, Michel Sapin.

Pour cela, le gouvernement programme une nouvelle année sous le signe de l'austérité budgétaire... A l'instar des précédentes.

Il s'agit en effet selon le projet présenté par la France à la Commission européenne, de ramener le déficit public à 2.7% du PIB contre 3.3% prévu sur 2016.

Nouveau recul des effectifs publics

Dans cette perspective indiquent les lettres de cadrage budgétaires envoyées aux ministères en vue de l'élaboration du projet de loi de Finances pour 2017, les ministères (hors Education nationale, Sécurité et Justice restant des ministères prioritaires) devront réduire de 2% leurs effectifs et stabiliser leur masse salariale.

Selon les informations dévoilées par le quotidien Les Echos mais non confirmées pour l'instant par le ministre des Finances, les ministères devraient fournir un effort supplémentaire de deux milliards en 2017.

Par ailleurs, certaines dépenses telles les prestations sociales stagneraient et d'autres dépenses telles celles de fonctionnement devraient diminuer de 5% en 2017.

Sous la pression de Bruxelles

Pour M. Sapin, les « économies nécessaires » annoncées devront compenser les dépenses supplémentaires engagées notamment pour la sécurité.

Plus largement, ce projet de budget s'inscrit dans la poursuite du plan d'économies de 50 milliards programmé entre 2015 et 2017 et les fonctionnaires seront aux premières loges de cette austérité.

Ainsi, Il n'y aura « aucune mesure catégorielle nouvelle » avertit d'ores et déjà le Premier ministre tandis que Bruxelles vient une nouvelle fois de presser la France « d'intensifier les efforts pour augmenter le montant des économies générées par le réexamen des dépenses ».

« Agents et usagers en payent les pots cassés »

Les fonctionnaires **FO** regrettent que « le gouvernement Valls réponde encore une fois aux diktats de Bruxelles sur les réductions des dépenses publiques ». Or, cela a de lourdes répercussions sur les agents et sur le service rendu aux usagers s'insurge Christian Grolier.

« On taille à la hache une fois de plus dans les ministères dont les missions ne sont pas considérées comme prioritaires. Cela va affaiblir les capacités de ces ministères, entraîner la suppression ou la privatisation de missions et durcir les conditions de travail des agents et créer des risques psychosociaux.

Pour couronner le tout et après le triste PPCR (protocole sur les carrières et rémunérations imposé de force en septembre dernier) qui a supprimé les réductions de temps de service permettant des changements d'échelons accélérés, on va avoir la diminution des mesures catégorielles donc des promotions notamment. L'austérité continue et les agents et les usagers en payent les pots cassés ».